



Geneva, 7 May 2008

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Une étude crée une base solide pour un règlement durable des problèmes d'approvisionnement en eau

Le besoin en eau est à l'origine d'une coopération équitable et d'une solution pour la crise de l'eau au Proche-Orient

L'accès à l'eau est l'une des principales raisons du conflit entre Israéliens et Palestiniens. Du 2 au 4 mai 2008, le Centre Pérès pour la Paix, la Croix Verte France et la Croix Verte Suisse ont organisé une conférence au cours de laquelle des experts en eau israéliens, palestiniens, européens et américains ont établi une analyse commune du besoin en eau. Ils se sont mis d'accord sur la définition suivante:

- Posant que l'économie gère l'eau avec efficacité, le besoin fondamental en eau pour les hommes est de 60 m³ à peu près par personne et par an pour la santé et l'hygiène. L'évolution économique et sociale, qui a pour objectif de progresser vers l'assurance d'une qualité de vie suffisante pour tous les hommes, est prise en considération.
- Après avoir satisfait le besoin humain fondamental, priorité est à accorder à l'alimentation en eau des rivières et fleuves à un niveau minimum afin d'éviter le bouleversement de l'écosystème.
- Ce besoin fondamental une fois satisfait, l'excédent en eau doit être attribué de façon équitable aux nations concernées et être consacré à des buts économiques comme des activités de production. Tout en tenant compte des principes de l'efficacité économique, de la justice sociale, de la protection de l'environnement et des lois internationales relatives à l'eau, les nations ont la possibilité de choisir leurs propres processus internes.

Ceci permet de créer une base solide propice au règlement durable des problèmes de l'eau existant pour les deux parties.

Nouvelle définition du besoin en eau

Les négociations relatives à l'eau tenues jusqu'à présent dans le cadre des pourparlers de paix d'Oslo ont mené à la reconnaissance par Israël des droits palestiniens en matière d'eau. L'attribution durable de l'eau pour ces deux parties dépend encore et toujours des négociations sur le statut permanent. L'obstacle majeur à la définition de la répartition de l'eau réside dans la compréhension des principes de répartition. Bien que des lois internationales proposent des critères généraux pour la répartition, la concrétisation requiert néanmoins des négociations directes ainsi qu'un traité. Selon Eran Feitelson de l'Université hébraïque, il est clair que la part revenant à l'agriculture dans la consommation d'eau douce diminue puisqu'en raison du développement de l'industrie, du tourisme, des activités de loisirs et de la protection de l'environnement, de nouveaux besoins en eau naissent constamment. C'est pourquoi les systèmes d'irrigation ne peuvent plus servir comme critère de mesure du besoin en eau dans cette région. Le terme de «besoin» doit donc être redéfini avant d'être envisagé comme élément de réflexion supplémentaire dans les négociations. Oren Blonder du Centre Pérès pour la Paix précise: „Le but de l'étude concernant la couverture du besoin en eau au Proche-Orient est de se mettre d'accord sur les définitions envisageables du besoin en eau». C'est sur la base de cette nouvelle définition qu'est formulé un scénario de besoin en eau pour Israël et la Palestine, permettant de

mesurer le besoin en eau de chaque partie. La prochaine étape consistera à mettre en balance le besoin en eau et la disponibilité des ressources. Cette comparaison fera l'objet d'un domaine d'étude séparé au sein du projet.

Étude relative aux négociations de statut

Après la fin des travaux de recherches, une conférence de clôture aura lieu en novembre 2008 à Paris, qui sera consacrée à l'examen des résultats d'études politiquement concrétisables. De même, les répercussions de l'étude sur l'alimentation en eau de la prochaine génération y seront exposées. Les résultats de toutes ces études ont une influence déterminante sur les négociations de statut finales. Appuyés par la communauté internationale, les experts internationaux en eau de l'étude invitent instamment les autorités politiques israéliennes et palestiniennes à réunir le plus rapidement possible toutes les conditions nécessaires en vue de garantir un accès durable à une eau potable sûre pour tous les habitants de la région. Bertrand Charrier, directeur du programme international de l'eau, Croix Verte, résume clairement la situation: „L'accès à l'eau potable et l'approvisionnement sanitaire fondamental sont des droits humains inaliénables qui devraient être respectés et garantis dans le monde entier, au Proche-Orient aussi “.

La Croix Verte Internationale, dont le siège est à Genève, a été fondée en 1993 par l'ancien président de l'union soviétique, Michail Gorbatchev. Cette organisation se compose d'un réseau de 30 filiales qui s'engagent pour la paix, la sécurité, la pauvreté et l'environnement. L'activité internationale de la Croix Verte permet d'éviter au plus haut niveau décisionnel les conflits qui résultent de la pénurie en eau. Dans le cadre de projets locaux, la Croix Verte veille à la conservation de cette ressource vitale.

Contact de presse:

Dr. Bertrand Charrier

Directeur

Programme Green Cross international de l'eau

Téléphone: +41 22 789 16 62

Mobile: +33 621 37 34 83

PRESS RELEASE

“Fair cooperation and water needs based approach to solve the water crisis in Middle East”

By taking a water needs-based approach, rather than merely focusing only the supply side, 25 leading international water experts gathered in Geneva to open a new dimension for water negotiations in Middle East.

The water experts propose that negotiations will consider the sustainable water needs of current and future generations of Israelis and Palestinians alike.

Once the needs are agreed upon, the best way to address those needs can be discussed. The water experts want to contribute to changing the way water is discussed in the Israeli-Palestinian context in order to focus on resolving the very actual and real needs of both societies, thereby helping to relieve the current water crisis in the Palestinian territories and Israel, while providing a firm basis for a permanent settlement of the outstanding water issues between the parties

Invited by the Peres Center for Peace, Green Cross International, Green Cross France and Green Cross Switzerland In Geneva, from 2 to 4 May 2008, water experts from



Geneva, 7 May 2008

Israel, Palestine, Europe and USA conducted a joint analysis of water needs and reached a fundamental agreement on their definition.

- There is a basic human need to water resources of approximately 60 m³ per capita per year for human health, hygiene, for running a water efficient economy that permits sufficient social and economic development to allow progress towards providing all people with a high quality of life.
- After this basic human need has been met, priority must be given to providing water for base flows in rivers and streams that will prevent ecosystem collapse and water for livelihoods for vulnerable groups that lack any alternative economic opportunities.
- Water surplus to these basic needs must be allocated between nations on an equitable basis, and then allocated to economic uses relating to production activities as those nations choose through their own internal processes while taking into consideration principles of economic efficiency, social equity, environmental sustainability and of international water law.

The international water experts gathered in Geneva urge Israeli and Palestinian political authorities, with the support of international community, to create as soon as possible the conditions for sustainable access to safe drinkable water to all inhabitants of the region. As Bertrand Charrier, Director of International Water Program of Green Cross, said *"Access to drinking water and basic sanitation is a universal human right that should be respected and implemented everywhere in the world including in Middle East, and today it is urgent to do it in Gaza Strip"*.

Water is one of the critical outstanding issues between Israel and the Palestinians. This is largely due to the scarcity of water in the region, and it being seen as a requisite for life, ecosystem health, and agricultural and economic activity, resulting in the centrality of water issues to peace and stability in the Middle East. Previous negotiations on water within the Oslo Peace process have led to the recognition by Israel of Palestinian water rights, however, the permanent allocation of water between the parties awaits the permanent status negotiations. A major impediment in determining the allocation of water is an understanding on the principles of allocation. While international law gives general guidelines for approaches to allocations, the actual allocations require direct negotiations and an agreement between the parties. Eran Feitelson, from the Hebrew University said: *"It is obvious that the share of agriculture in fresh water consumption should decline as new water needs appeared with the human development, industry, tourism, leisure and nature preservation, Hence, irrigation plans cannot be used any longer as a basis for determining needs in the region."* Thus, the term 'needs' has to be re-defined before it can contribute again as a basis for negotiations.

Oren Blonder from The Peres Center for Peace summarized: *"The purpose of the Water Needs in Middle East Initiative is to identify and agree upon possible definitions of water needs. Once these definitions will be elucidated, they will be used by Israeli and Palestinian experts, assembled by Green Cross and the Peres Center for Peace, together with the Jerusalem Institute and Palestinian Hydrology Group, to formulate water need scenarios for Israel/Palestine"*. Upon completion of the research, a final conference will be held in Paris and the potential outcomes resulting from the project

will be examined, as will be the potential effects of the project on the revival of the Palestinian and Israeli water sectors. The results of this research will play an instrumental role in the final status negotiations.

The study has the personal support of Israeli President Shimon Peres, and was brought to the attention of the highest political authorities of Israel and Palestine Territories.

In the coming months, the Peres Center for Peace, together with Green Cross Switzerland, Green Cross France and Green Cross International, will undertake activities and initiatives that encourage regional and international policy and decision-makers to re-assess their present decisions and policies, and in particular, their effect on the regional water resources and environment.

Green Cross International, with headquarters in Geneva, was founded by the former President of the Soviet Union, Mikhail Gorbachev, in 1993. The organization is composed of a network of 30 affiliate organizations, which work to support peace and security as well as solve problems of poverty and the environment. The global involvement of Green Cross in the water program works on the highest decision-making levels to prevent conflicts, which result from the scarcity of water. Within the framework of local projects, Green Cross concerns itself with preserving this vital resource.

Press contact:

Dr. Bertrand Charrier

Director

International Water Program of Green Cross

Cell phone: +33 621 37 34 83

Telephone: +41 22 789 16 62

MEDIENMITTEILUNG

Zürich, 5. Mai 2008

Studie schafft stabile Grundlage für eine dauerhafte Beilegung der anstehenden Wasserprobleme:

Faire Kooperation und Lösung der Wasserkrise im Nahen Osten auf der Grundlage des Wasserbedarfs

Der Zugang zu Wasser ist einer der Hauptgründe für den Konflikt zwischen Israelis und Palästinensern. Vom 2. bis 4. Mai 2008 veranstaltete das Peres Center for Peace, Green Cross Frankreich und Green Cross Schweiz eine Konferenz. Wasserexperten aus Israel, Palästina, Europa und den USA, führten eine gemeinsame Analyse des Wasserbedarfs durch und einigten sich auf folgende Definition:

- Der grundsätzliche Wasserbedarf eines Menschen beträgt etwa 60 m³ pro Kopf und Jahr für Gesundheit und Hygiene bei einem effizienten Umgang mit Wasser in der Wirtschaft. Berücksichtigt ist die soziale und wirtschaftliche Entwicklung mit der Zielsetzung von Fortschritten bei der Sicherstellung einer ausreichenden Lebensqualität für alle Menschen.
- Nach der Deckung dieses menschlichen Grundbedarfs muss die Wasserversorgung für minimale Wasserstände in Flüssen und Strömen als



Geneva, 7 May 2008

vorrangig eingestuft werden, damit verhindert wird, dass Ökosysteme zusammenbrechen.

- Ein über diesen Grundbedarf hinausgehenden Wasserüberschuss muss den beteiligten Nationen auf gleichberechtigter Basis zugeteilt und der wirtschaftlichen Verwendung wie Produktionstätigkeiten zugeführt werden. Unter Berücksichtigung der Grundsätze der wirtschaftlichen Effizienz, der sozialen Gerechtigkeit, im Umweltschutz und der internationalen Wassergesetze, können die Nationen ihre eigenen interne Prozesse wählen.

Damit wird eine stabile Grundlage für eine dauerhafte Beilegung der anstehenden Wasserprobleme beider Parteien geschaffen

Neue Definition des Wasserbedarfs

Die bisherigen Verhandlungen über Wasser im Rahmen der Osloer Friedensgespräche haben zur Anerkennung der palästinensischen Wasserrechte durch Israel geführt. Die dauerhafte Zuteilung des Wassers für diese beiden Parteien hängt jedoch nach wie vor von den Verhandlungen über den Permanentstatus ab. Ein grosses Hindernis bei der Festlegung der Wasserzuteilung ist das Verständnis der Zuteilungsgrundsätze. Obwohl internationale Gesetze allgemeine Kriterien für die Zuteilung bieten, macht die tatsächliche Zuteilung dennoch direkte Verhandlungen und einen Vertrag erforderlich. Laut Eran Feitelson von der Hebräischen Universität, liegt es auf der Hand, dass der Anteil der Landwirtschaft beim Verbrauch von Süsswasser sinkt, weil im Zuge der Weiterentwicklung von Industrie, Tourismus, Freizeitverhalten und Naturschutz ständig neuer Wasserbedarf entsteht. Daher können die Bewässerungsanlagen nicht mehr als Grundlage für die Ermittlung des Bedarfs in der Region dienen. Somit muss der Begriff "Bedarf" neu definiert werden, bevor er als zusätzlicher Bestandteil in die Verhandlungen aufgenommen werden kann. Oren Blonder vom Peres-Center for Peace verdeutlicht: "Zweck der Studie zur Deckung des Wasserbedarfs im Nahen Osten ist es, sich auf mögliche Definitionen des Wasserbedarfs zu einigen". Aufgrund der neuen Definition wird ein Wasserbedarfsszenario für Israel und Palästina formuliert. Dieses dient als Grundlage zur Ermittlung des Wasserbedarfs der einzelnen Parteien. Anschliessend wird der Wasserbedarf mit der Verfügbarkeit der Ressourcen verglichen, deren Abgleich einen separaten Arbeitsbereich im Rahmen des Projektes darstellt.

Studie für Statusverhandlungen

Nach Beendigung der Forschungsarbeiten findet im November 2008 in Paris eine abschliessende Konferenz zur Untersuchung der politisch durchsetzbaren Studien-Ergebnisse statt. Ebenso werden die Auswirkungen der Studie auf die Wasserversorgung der zukünftigen Generation beleuchtet. Die Ergebnisse all dieser Untersuchungen spielen eine entscheidende Rolle bei den abschliessenden Statusverhandlungen. Mit Unterstützung der internationalen Gemeinschaft fordern die internationalen Wasserexperten der Studie die politischen Behörden von Israel und Palästina auf, möglichst schnell die Voraussetzungen für einen nachhaltigen Zugang zu sicherem Trinkwasser für alle Einwohner der Region zu schaffen. Bertrand Charrier, Leiter Internationales Wasserprogramm Green Cross, brachte es wie folgt auf den Punkt: "Der Zugang zu Trinkwasser und die grundlegende sanitäre Versorgung sind universelle menschliche Rechte, die überall auf der Welt respektiert und sichergestellt werden sollten, auch im Nahen Osten."

Green Cross International mit Sitz in Genf wurde 1993 vom ehemaligen Präsidenten der Sowjetunion, Michail Gorbatschow, gegründet. Die Organisation besteht aus einem Netz von 30 Tochterorganisationen, die sich für Frieden, Sicherheit, Armut und Umwelt einsetzen. Das globale Engagement von Green Cross im Wasserprogramm verhindert auf höchster Entscheidungsebene Konflikte, die aus der Verknappung von Wasser entstehen. Im Rahmen von lokalen Projekten ist Green Cross um die Erhaltung dieser lebenswichtigen Ressource besorgt.

Pressekontakt:

Dr. Bertrand Charrier

Leiter Internationales Wasserprogramm von Green Cross

Telefon: +41 22 789 16 62

Mobile: +33 621 37 34 83